**Modèle**

**Arrêté de radiation des cadres suite à la conclusion d’une rupture conventionnelle**

**de M…………………………………..Grade…………………………………..**

**(Fonctionnaire cnracl ou ircantec)**

Le Maire *(ou le Président)* de .......................................................................................,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu l’article 72 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique

Vu le décret n° 2019-1593 du 31 décembre 2019 relatif à la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique

Vu le décret n° 2019-1596 du 31 décembre 2019 relatif à l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle dans la fonction publique et portant diverses dispositions relatives aux dispositifs indemnitaires d'accompagnement des agents dans leurs transitions professionnelles

Vu la convention de rupture conventionnelle entre …………………(collectivité) et Mme/M …………………………. conclue en date du …………………………. et ayant acquis un caractère définitif, après respect du délai de rétraction de 15 jours, soit le ……………. .

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

M …………………, né le …….. (*Grade*)……………… est, radié des cadres à compter du…………… de ………………………(collectivité) .

**ARTICLE 2 :**

M …………………, s’engage à **dans les six années suivant la rupture conventionnelle**, s’il est **recruté** en tant qu'agent public pour occuper un emploi **au sein de la même collectivité territoriale** ou **d'un établissement public en relevant** ou **auquel appartient la collectivité territoriale**, à **rembourser** à la collectivité ou l'établissement public, au plus tard dans les deux ans qui suivent son recrutement, les sommes perçues au titre de l'indemnité spécifique de la rupture conventionnelle.

**ARTICLE 3 :**

M …………………, s’engage également à respecter des obligations déontologiques, notamment son obligation de déclarer à ………………………. (collectivité) ses futures activités privées dans les 3 années qui suivent la conclusion de la rupture conventionnelle.

**ARTICLE 4 :**

Le *(1)* ……………………..est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé*(e)*.

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de Gestion,

- Comptable de la collectivité.

Fait à .................................... le ....................................

Le Maire *(ou le Président)*

*(Nom Prénom)*

Le Maire *(ou le Président),*

- certifie sous sa responsabilité le caractère

exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un

1. Directeur Général des services si collectivité ≥ 2000 habitants

 Directeur si EPCI

Secrétaire de Mairie si collectivité

 < 2000 habitants

recours hiérarchique préalable exercé dans un délai de

deux mois à compter de la présente notification,

éventuellement suivi d’un recours pour excès de pouvoir

devant le Tribunal Administratif de Rouen, dans un délai

de deux mois à compter, soit de la réponse de l’administration,

soit de la décision implicite de rejet de cette dernière.

Notifié le ...........................................

Signature de l’agent :